



## **Motion relative au maintien des modalités de financement des Parcours Emplois Compétences**

Réunis le 22 janvier 2025 sous l'égide de l'Association des Maires du Département de La Réunion (AMDR) et de son président, Serge Hoareau, les maires et leurs représentants ont décidé d'interpeller l'État sur les nouvelles modalités de financement des Parcours Emplois Compétences (PEC) fixées par l'arrêté préfectoral n°2813 du 31 décembre 2024.

Cette présente motion est directement adressée au Premier Ministre, François Bayrou, au Ministre des Outre-mer, Manuel Valls, et à la Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et de la Famille, Catherine Vautrin.

**Considérant** que l'arrêté préfectoral n°2813 du 31 décembre 2024 réduit le taux de prise en charge des PEC par l'État de 60% à 53% ;

**Considérant** que le présent arrêté raccourcit la durée des contrats de 11 à 10 mois ;

**Considérant** que le présent arrêté fait passer le nombre d'heures de travail hebdomadaires maximum des PEC de 25 à 23,5 heures ;

**Étant donné** que les Maires de La Réunion n'ont à aucun moment été consultés avant l'annonce de cette décision unilatérale ;

**Étant donné** qu'une grande incertitude plane encore sur les ressources des collectivités en 2025 du fait de l'absence de Loi de Finances 2025 votée au Parlement ;

**Rappelant** que les contrats PEC sont indispensables au bon fonctionnement des services municipaux, à commencer par les écoles communales ;

**Rappelant** que les contrats PEC permettent à de nombreuses familles réunionnaises de vivre dignement de leur travail ;

**Rappelant** que les contrats PEC sont un maillon essentiel dans l'équilibre économique et social de La Réunion ;

**Rappelant** que les Maires de La Réunion n'ont pas demandé à l'État d'augmenter ni le nombre ni le niveau de financement des contrats PEC.

**L'Association des Maires du Département de La Réunion,**

**Demande** à l'État le strict maintien au même niveau qu'en 2024 de sa contribution au financement

minimum de 60% et 25 heures des Parcours Emplois Compétences ;

**Demande** à l'État de conserver la durée maximale de 11 mois pour les contrats Parcours Emplois Compétences ;

**Demande** à être dorénavant étroitement associée aux discussions sur les modalités de financement

des PEC ainsi que le volume de contrats attribués à La Réunion.

***A l'unanimité, le Conseil Municipal adopte la motion relative au maintien des modalités de financement des Parcours Emplois Compétences***

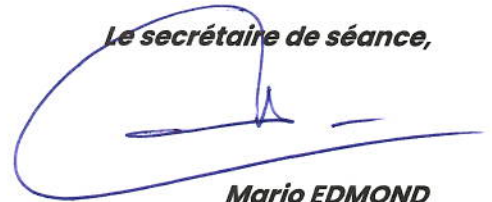
***Le Maire,***



**Jeannick ATCHAPA**



***Le secrétaire de séance,***



**Mario EDMOND**